

# **ACCORD DE COOPÉRATION**

**entre**

**L'Université Claude Bernard Lyon 1,**

**Et**

**Universidade Federal Fluminense (Brésil)**

Considérant l'intérêt de promouvoir et de développer une coopération scientifique et médicale de haut niveau entre les deux Institutions Universitaires,

**L'Université Claude Bernard Lyon 1 (UCBL)**, Etablissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel, représentée par son Président, Pr. Frédéric FLEURY, située 43 boulevard du 11 novembre 1918 - 69622 Villeurbanne cedex, France

Et

**Universidade Federal Fluminense (UFF)**, représentée par son Recteur, Pr. Antonio Claudio LUCAS DA NOBREGA, située Rua Miguel de Frias, 9, Icaraí, Niterói, Brésil

ont convenu des dispositions suivantes :

#### **ARTICLE 1 : Domaines concernés**

La coopération entre les parties recouvre les domaines d'enseignement et de recherche, concernés par les Sciences, les Technologies, la Santé et l'Éducation.

#### **ARTICLE 2 : Objectifs**

Les parties s'engagent à échanger régulièrement des informations relatives à l'organisation et à la documentation pédagogique.

Dans le domaine de la recherche, les établissements organiseront de concert l'envoi de chercheurs et d'enseignants-chercheurs dans le cadre de recherche et de formation communes et réserveront une participation privilégiée à ceux-ci dans les manifestations scientifiques.

Dans le domaine de la formation, les étudiants seront accueillis dans l'établissement partenaire selon les modalités indiquées en article 4. Les Parties organiseront également l'échange de personnels dans la mesure des moyens disponibles et selon les modalités de l'article 5.

Dans le cadre des échanges d'informations relatifs à l'international, les établissements pourront opérer à des échanges de personnel administratif.

#### **ARTICLE 3 : Coopération inter-universitaire**

Le développement de la coopération inter-universitaire fera l'objet d'une programmation élaborée en commun à l'occasion de réunions entre les parties intéressées.

#### **ARTICLE 4 : Echanges d'étudiants**

Pour les échanges d'étudiants, chaque établissement choisit ses candidats à la mobilité qui seront acceptés par l'établissement partenaire sous les réserves réglementaires d'usage.

Les étudiants paient leurs droits d'inscription dans leur établissement d'origine qui valide aussi à leur retour leur formation à l'étranger. Ces dispositions générales sont applicables en dehors de toutes autres dispositions prévues par une convention annexée à cet accord.

Les étudiants participants devront subvenir à leurs dépenses personnelles comprenant leur logement, transport et matériel éducatif. Ils devront veiller à leur couverture sociale, à leur responsabilité civile et accepter la réglementation en vigueur, dans ce domaine, dans le pays partenaire. Pour les pays concernés, les étudiants devront se soumettre à la procédure CEF (Centre pour les Etudes en France).

## **ARTICLE 5 : Responsabilités**

La gestion financière de la situation des chercheurs, enseignants-chercheurs et des personnels administratifs participant à un échange relève de leur établissement d'origine qui continue à leur verser leur rémunération.

L'établissement d'accueil leur apportera son aide en ce qui concerne le logement.

Chaque Partie n'est pas responsable des frais inhérents aux déplacements des chercheurs, enseignants chercheurs et personnels administratifs désignés par l'autre Partie sauf dispositions spéciales indiquées par une convention d'application annexée au présent accord.

Pendant toute la durée de leur séjour les chercheurs, les enseignants-chercheurs invités de l'Universidade Federal Fluminense s'engagent à veiller personnellement à leur couverture sociale et à se garantir au titre d'une assurance responsabilité civile.

Les personnels de l'UCBL sont couverts, dans le cadre de leur activité professionnelle, par l'assurance responsabilité civile souscrite par l'UCBL. Ils bénéficient également de l'assurance souscrite par l'UCBL en matière d'assistance et de rapatriement des personnels en mission à l'étranger. Les personnels doivent cependant faire le nécessaire pour assurer personnellement leur couverture sociale ainsi que leur responsabilité civile pour les activités privées accomplies en dehors de leurs missions.

## **ARTICLE 6 : Propriété intellectuelle**

La propriété intellectuelle inclut tous les droits de propriété industrielle, les droits d'auteur et toutes les questions relatives aux publications et communications.

La propriété intellectuelle est régie par les lois et règlements des pays dont dépendent les parties.

### **3.1 Connaissances propres**

Chaque partie est et reste propriétaire de ses connaissances propres.

Aucune communication des connaissances propres à d'autres partenaires ne peut être interprétée comme un transfert de propriété.

### **3.2 Connaissances nouvelles**

Dans le cadre de leur collaboration, chaque partie s'engage à respecter les droits des tiers, notamment leurs droits de propriété intellectuelle. A cet égard, chaque partie fait ses meilleurs efforts pour obtenir la cession des droits de propriété intellectuelle dont ses agents/salariés ou des tiers seraient titulaires sur les connaissances nouvelles, afin de pouvoir exploiter ces dernières.

Les parties ayant généré des connaissances nouvelles dans le cadre de leur collaboration en sont par principe copropriétaires. Les parties à l'origine de connaissances nouvelles pourront se concerter afin d'en attribuer la propriété à l'une ou plusieurs d'entre elles.

Les parties propriétaires signeront par acte séparé et avant toute exploitation, un accord définissant la répartition des quotes-parts définies à hauteur de leur contribution intellectuelle et financière ainsi que les conditions d'utilisation et d'exploitation des connaissances nouvelles conjointes et plus généralement tous les droits et obligations s'y rapportant.

#### **ARTICLE 7 : Participations des organismes de coopération**

Chaque partie sollicitera auprès des organismes chargés d'encourager la coopération scientifique, les participations nécessaires à la mise en œuvre du présent accord.

Chaque partie s'efforcera par ailleurs de soutenir les actions engagées auprès de tout organisme habilité pour ce faire.

#### **ARTICLE 8 : Dispositions financières**

Les dispositions financières contenues dans le cadre de programme de coopération culturelle et scientifique entre les gouvernements des deux pays seront applicables au fonctionnement de cet accord et des programmes qui en découleront.

#### **ARTICLE 9 : Suspension de l'accord**

Le présent accord pourra être suspendu à tout moment, en cas de problème sanitaire ou de conflit armé concernant les pays des établissements signataires.

#### **ARTICLE 10 : Conventions d'application**

Les parties peuvent établir en commun des conventions en application de cet accord, pour l'adapter spécifiquement aux besoins de chaque spécialité concernée, notamment dans le cadre de l'établissement d'un double-diplôme.

La date de validité de la convention d'application ne pourra pas dépasser celle de l'accord. En cas de renouvellement de l'accord, la convention d'application devra également être renouvelée.

#### **ARTICLE 11 : Durée et résiliation de l'accord**

Le présent accord de coopération et d'échange entre en vigueur dès la signature de chacun des partenaires et reste valable pour cinq (5) ans.

Toute proposition d'arrêt ou de modification de cet accord devra être présentée par écrit six (6) mois avant l'échéance. Au terme des cinq (5) années, il pourra être renouvelé par accord écrit des établissements pour une nouvelle période de cinq (5) ans.

Malgré la résiliation du présente accord pour quelque raison que ce soit, chaque établissement accepte de continuer de respecter les responsabilités qui lui incombent concernant les activités en cours de finalisation liées à cet accord et envers les participants au programme d'échanges étudiants au cours de la période d'échanges universitaires dans leur établissement respectif, et de les acquitter, et ce, jusqu'à la fin de la session universitaire au cours de laquelle l'avis est donné.

Les institutions étant ainsi d'accord, apposent leur signature sur quatre (4) exemplaires : deux (2) en version française, deux (2) en version portugaise d'égale valeur. Chaque Partie gardera une version dans chacune des langues.

**ARTICLE 12 : Droit applicable - Litiges**

Le présent Accord Cadre est soumis à la loi du lieu d'exécution du contrat.

Les Parties s'efforceront de régler à l'amiable l'ensemble des différends pouvant survenir lors de l'interprétation ou de l'exécution du présent Accord Cadre.

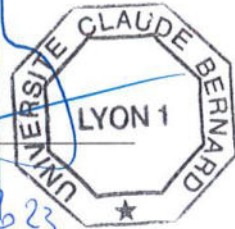
En cas de désaccord persistant, le litige sera porté devant la juridiction compétente :

- Soit la juridiction du domicile du défendeur.
- Soit, à défaut, celle du lieu d'exécution du présent Accord Cadre.

**Le Président de l'Université  
Claude Bernard Lyon 1**  
Pr. Frédéric FLEURY

Date \_\_\_\_\_

30/05/23



**Le Recteur de l'Universidade Federal  
Fluminense**  
Pr. Antonio Claudio LUCAS DA NOBREGA  
ANTONIO CLAUDIO LUCAS Assinado de forma digital por ANTONIO  
CLAUDIO LUCAS DA NOBREGA:80898769787  
DA NOBREGA:80898769787 Dados: 2023.05.16 17:08:04 -03'00'

Date \_\_\_\_\_



# **ACORDO DE COOPERAÇÃO**

**Entre**

**A Université Claude Bernard Lyon 1 (França),**

**E**

**A Universidade Federal Fluminense (Brasil)**

Considerando-se o interesse de promover e implementar uma cooperação científica e médica de alto nível entre as duas instituições universitárias,

**A Université Claude Bernard Lyon 1 (UCBL)**, Entidade Pública Científica, Cultural e Profissional, neste ato representada por seu Reitor, Prof. Dr. Frédéric Fleury, com sede em 43 Boulevard du 11 novembre 1918 - 69622 Villeurbanne cedex, França

E

**A Universidade Federal Fluminense (UFF)**, neste ato representada por seu Reitor, Prof. Dr. Antônio Cláudio Lucas da Nóbrega, com sede em Rua Miguel de Frias, 9, Icaraí, Niterói, Brasil

concordaram com as seguintes disposições:

#### **CLÁUSULA I - Das áreas de cooperação**

A cooperação entre as Partes abrange as áreas de ensino e pesquisa relacionadas a Ciência, Tecnologia, Saúde e Educação.

#### **CLÁUSULA II - Dos objetivos**

As Partes comprometem-se a trocar informações regularmente quanto à organização e à documentação pedagógica.

No que tange à pesquisa, as instituições organizarão de comum acordo o envio de docentes e pesquisadores no âmbito de pesquisa e formação conjuntas e lhes reservarão uma participação privilegiada em eventos científicos.

No que tange à formação, os discentes serão recebidos na instituição parceira em conformidade com as modalidades mencionadas na cláusula IV. As Partes também organizarão o intercâmbio de pessoal dentro dos limites dos meios disponíveis e em conformidade com as modalidades da cláusula V.

No escopo das trocas de informações relacionadas a assuntos internacionais, as instituições poderão proceder a intercâmbios de funcionários administrativos.

#### **CLÁUSULA III - Da cooperação interuniversitária**

A implementação da cooperação interuniversitária será objeto de um programa elaborado conjuntamente durante reuniões entre as partes interessadas.

#### **CLÁUSULA IV - Do intercâmbio de alunos**

Para os intercâmbios de alunos, cada instituição escolhe seus candidatos à mobilidade, que serão aceitos pela instituição parceira em função dos protocolos regulamentares habituais.

Os alunos pagam a taxa de matrícula em sua instituição de origem, e esta valida a formação no exterior ao retornarem. Essas disposições gerais aplicam-se além de quaisquer outras disposições estabelecidas em uma convenção anexada a este Acordo.

Os alunos partícipes serão responsáveis por suas despesas pessoais, incluindo acomodação, transporte e material pedagógico. Eles devem garantir sua cobertura de seguridade social, sua responsabilidade civil e aceitar os regulamentos vigentes neste quesito no país parceiro. Para os países em questão, os alunos deverão se submeter ao procedimento do CEF (Centre pour les Études en France).



## **CLÁUSULA V - Das responsabilidades**

A gestão financeira da situação dos docentes, pesquisadores e funcionários administrativos que participam de um intercâmbio é de responsabilidade de sua instituição de origem, que continua a pagar sua remuneração.

A instituição anfitriã os ajudará no que diz respeito à acomodação.

Cada Parte não será responsável pelas despesas de viagem dos docentes, pesquisadores e funcionários administrativos designados pela outra Parte, salvo disposições especiais estabelecidas em uma convenção de aplicação anexada a este Acordo.

Durante toda a estadia, os docentes e pesquisadores convidados pela Universidade Federal Fluminense comprometem-se a garantir por conta própria sua cobertura social e a comprar um seguro de responsabilidade civil.

Os funcionários administrativos da UCBL, no contexto de sua atividade profissional, são cobertos pelo seguro de responsabilidade civil comprado pela UCBL. Eles também são cobertos pelo seguro comprado pela UCBL para assistência e repatriação de funcionários administrativos em missão no exterior. No entanto, esses funcionários devem tomar as medidas cabíveis para garantir por conta própria sua cobertura de seguridade social, bem como sua responsabilidade civil, para atividades pessoais realizadas fora da esfera profissional.

## **CLÁUSULA VI - Da propriedade intelectual**

A propriedade intelectual inclui todos os direitos de propriedade industrial, direitos autorais e todos os assuntos vinculados a publicações e comunicações.

A propriedade intelectual é regida pela legislação e a regulamentação dos países dos quais as Partes dependem.

### **3.1 Conhecimentos próprios**

Cada Parte é e permanece proprietária de seus conhecimentos próprios.

Nenhuma transmissão de conhecimentos próprios para outros parceiros pode ser interpretada como uma transferência de propriedade.

### **3.2 Conhecimentos novos**

No âmbito desta colaboração, cada Parte compromete-se a respeitar os direitos de terceiros, em particular seus direitos de propriedade intelectual. A este propósito, cada Parte terá o cuidado de obter a cessão dos direitos de propriedade intelectual que seus agentes/funcionários ou terceiros possam ter sobre os novos conhecimentos, antes de fazer uso destes.

As Partes que tenham gerado novos conhecimentos no decurso de sua colaboração serão, por princípio, coproprietárias. As Partes que geraram novos conhecimentos podem entrar em concordância na atribuição da propriedade a uma ou mais Partes.

As Partes proprietárias assinarão um acordo separado antes de qualquer utilização, definindo a distribuição das quotas-partes em relação à sua contribuição intelectual e financeira, bem como as condições de uso dos novos conhecimentos conjuntos e, de modo mais geral, todos os direitos e deveres a eles relacionados.

#### **CLÁUSULA VII - Das contribuições dos órgãos de cooperação**

Cada Parte buscará, com os órgãos responsáveis pelo incentivo à cooperação científica, as contribuições necessárias para a implementação do presente Acordo.

Cada Parte também se empenhará para apoiar as ações empreendidas com qualquer órgão autorizado a fazê-lo.

#### **CLÁUSULA VIII - Das disposições financeiras**

As disposições financeiras envolvidas no programa de cooperação cultural e científica entre os governos dos dois países serão aplicáveis à execução deste Acordo e dos programas que dele resultarão.

#### **CLÁUSULA IX - Da suspensão do acordo**

O presente Acordo poderá ser suspenso a qualquer momento em caso de problema de ordem sanitária ou conflito armado que afete os países das instituições signatárias.

#### **CLÁUSULA X - Das convenções de aplicação**

As Partes podem elaborar conjuntamente convenções de aplicação do presente Acordo, a fim de adaptá-lo especificamente às necessidades de cada especialidade em questão, em particular no âmbito da instauração de diplomacia dupla.

A data de validade da convenção de aplicação não poderá exceder a do Acordo. Em caso de renovação do Acordo, a convenção de aplicação também deverá ser renovada.

#### **CLÁUSULA XI - Da duração e rescisão do Acordo**

Este Acordo de Cooperação e intercâmbio entrará em vigor após a assinatura de cada um dos parceiros e permanecerá válido por cinco (5) anos.

Qualquer proposta de rescisão ou alteração desse Acordo deverá ser apresentada por escrito seis (6) meses antes da data de expiração. Passado o prazo de cinco (5) anos, ele poderá ser renovado por acordo escrito entre as instituições por um período adicional de cinco (5) anos.

Não obstante a rescisão desse Acordo por seja qual for o motivo, cada instituição concorda em continuar a cumprir suas responsabilidades quanto às atividades em fase de conclusão relativas a esse Acordo, e para com os partícipes do programa de intercâmbio estudantil durante o período de intercâmbio acadêmico em suas respectivas instituições, até o final do ano letivo em que a notificação for dada.

Assim acordadas, as instituições assinam quatro (4) cópias: duas (2) em francês e duas (2) em português de igual valor. Cada Parte deverá manter consigo uma versão em cada idioma.

**CLÁUSULA XII - Da legislação aplicável - litígios**

O presente Acordo está sujeito à legislação de seu local de execução.

As Partes se empenharão para resolver amigavelmente todas as divergências que possam surgir da interpretação ou da execução do presente Acordo.

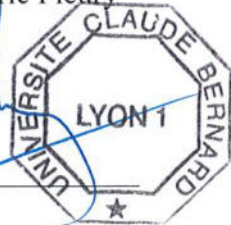
Em caso de desacordo persistente, o litígio deverá ser levado ao tribunal competente:

- Ou o tribunal do domicílio do demandado;
- Ou, na falta deste, o do local de execução desse Acordo.

**O Reitor da Université  
Claude Bernard Lyon 1**  
Prof. Dr. Frédéric Fleury

Data \_\_\_\_\_

30/05/2023



ANTONIO CLAUDIO LUCAS DA NOBREGA:80898769787  
Assinado de forma digital por ANTONIO CLAUDIO LUCAS DA NOBREGA:80898769787  
Dados: 2023.05.16 17:05:35 -03'00'

**O Reitor da Universidade Federal  
Fluminense**  
Prof. Dr. Antônio Cláudio Lucas da Nóbrega

Data \_\_\_\_\_

